

.SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

(15/5546/4956.)

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

PROJETS DE CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS.

ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE AU COURS DE SA
DEUXIÈME SESSION, 15 JUIN—10 JUILLET, 1920.

DRAFT CONVENTIONS AND RECOMMENDATIONS

ADOPTED BY THE CONFERENCE DURING ITS
SECOND MEETING, 15 JUNE—10 JULY, 1920.

(TEXTES AUTHENTIQUES.)

(AUTHENTIC TEXTS.)

2

Presented to Parliament by Command of His Majesty.



LONDON:
PRINTED AND PUBLISHED BY
HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased through any Bookseller or directly from
H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:
IMPERIAL HOUSE, KINGSWAY, LONDON, W.C.2, and 28, ABINGDON STREET, LONDON, S.W.1;
37, PETER STREET, MANCHESTER; 1, ST. ANDREW'S CRESCENT, CARDIFF;
23, FORTH STREET, EDINBURGH;
or from E. PONSONBY, LTD., 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

1921.

[Cmd. 1174.] Price 3d. Net.

Sunderland House,
Curzon Street,
LONDRES.
19 août 1920.

Sunderland House,
Curzon Street,
LONDON.
19 August, 1920.

Les Projets de Conventions et les Recommandations dont les textes sont reproduits ci-après ont été adoptés par la Conférence Internationale du Travail, au cours de la session qu'elle a tenue à Gênes. La Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans l'industrie de la pêche a été adopté le 30 juin 1920; les autres Recommandations et Projets de Conventions ont été adoptés le 9 juillet 1920, à l'exception du Projet de Convention concernant le placement des marins qui a été adopté le 10 juillet 1920.

Les textes des Projets de Conventions et des Recommandations présentés ici sont des copies exactes des textes authentiqués par les signatures du Président de la Conférence Internationale du Travail et du Directeur du Bureau International du Travail, et déposés entre les mains du Secrétaire Général de la Société des Nations.

Secrétaire Général
de la Société des Nations.

The Draft Conventions and Recommendations here reprinted were adopted by the International Labour Conference at its session held in Genoa. The Recommendation concerning the limitation of hours of work in the fishing industry was adopted on 30 June, 1920; the other Recommendation and Draft Conventions were adopted on 9 July, 1920, with the exception of the Draft Convention for establishing facilities for finding employment for seamen, which was adopted on 10 July, 1920.

The texts of the Draft Conventions and Recommendations as here presented are true copies of the texts authenticated by the signatures of the President of the International Labour Conference and of the Director of the International Labour Office, and deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

Secretary-General
of the League of Nations.

PROJETS DE CONVENTIONS ET RECOM-
MANDATIONS ADOPTÉS PAR LA CON-
FÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL
À GÈNES.

	<i>Page.</i>
Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans l'industrie de la pêche ...	3
Recommandation tendant à limiter des heures de travail dans la navigation intérieure ...	4
Recommandation concernant l'établissement de statuts nationaux des marins ...	6
Projet de Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime ...	7
Recommandation concernant l'assurance des marins contre le chômage ...	10
Projet de Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage ...	11
Projet de Convention concernant le placement des marins ...	14

DRAFT CONVENTIONS AND RECOMMENDA-
TIONS ADOPTED BY THE INTERNATIONAL
LABOUR CONFERENCE AT GENOA.

	<i>Page.</i>
Recommendation concerning the limitation of hours of work in the fishing industry ...	3
Recommendation concerning the limitation of hours of work in inland navigation ...	4
Recommendation concerning the establishment of national seamen's codes ...	6
Draft Convention fixing the minimum age for admission of children to employment at sea ...	7
Recommendation concerning unemployment insurance for seamen ...	10
Draft Convention concerning unemployment indemnity in case of loss or foundering of the ship ...	11
Draft Convention for establishing facilities for finding employment for seamen ...	14

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

RECOMMANDATION TENDANT À LIMITER
LES HEURES DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 juin 1920,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux "Conditions d'application aux marins de la Convention faite à Washington au mois de novembre dernier, et ayant pour objet de limiter à 8 heures par jour et 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans toutes les entreprises industrielles, et notamment dans les entreprises de transport par mer et, sous conditions à définir, par voie d'eau intérieure. Répercussion sur les effectifs à bord et sur l'application des règlements concernant le logement et l'hygiène," question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé de rédiger ces propositions sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

Considérant la déclaration contenue dans les Traités de Paix et aux termes de laquelle toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'adopter, autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient, "la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit

RECOMMENDATION CONCERNING THE
LIMITATION OF HOURS OF WORK IN
THE FISHING INDUSTRY.

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office, on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "Application to seamen of the Convention drafted at Washington, last November, limiting the hours of work in all industrial undertakings, including transport by sea and, under conditions to be determined, transport by inland waterways, to 8 hours in the day and 48 in the week. Consequential effects as regards manning and the regulations relating to accommodation and health on board ship," which is the first item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organisation for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

In view of the declaration in the Treaties of Peace that all industrial communities should endeavour to adopt, so far as their special circumstances will permit, "an eight-hours' day or a forty-eight hours' week as the standard to be aimed at where it has not already been attained," the International Labour

heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu," la Conférence Internationale du Travail recommande que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail adopte une législation limitant en ce sens les heures de travail de tous les travailleurs employés dans l'industrie de la pêche, avec les clauses spéciales nécessaires pour faire face aux conditions particulières à cette industrie en chaque pays; et que, pour la préparation de cette législation, chaque Gouvernement consulte les organisations patronales et les organisations ouvrières intéressées.

Conference recommends that each Member of the International Labour Organisation enact legislation limiting in this direction the hours of work of all workers employed in the fishing industry, with such special provisions as may be necessary to meet the conditions peculiar to the fishing industry in each country; and that in framing such legislation each Government consult with the organisations of employers and the organisations of workers concerned.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

RECOMMANDATION TENDANT À LIMITER LES HEURES DE TRAVAIL DANS LA NAVIGATION INTÉRIEURE.

RECOMMENDATION CONCERNING THE LIMITATION OF HOURS OF WORK IN INLAND NAVIGATION.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 Juin 1920,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux "Conditions d'application aux marins de la Convention faite à Washington au mois de novembre dernier, et ayant pour objet de limiter à 8 heures par jour et 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans toutes les entreprises industrielles, et notamment dans les entreprises de transport par mer et, sous conditions à définir, par voie d'eau intérieure; répercussion sur les effectifs à bord et sur l'application des règlements concernant le logement et l'hygiène," question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé de rédiger ces propositions sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "application to seamen of the Convention drafted at Washington, last November, limiting the hours of work in all industrial undertakings, including transport by sea and, under conditions to be determined, transport by inland waterways, to 8 hours in the day and 48 in the week. Consequential effects as regards manning and the regulations relating to accommodation and health on board ship," which is the first item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organisation for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles

Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

Considérant la déclaration contenue dans les Traités de Paix et aux termes de laquelle toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'adopter, autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient, "la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas encore été obtenu," la Conférence Internationale du Travail recommande :

I.

Que chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail établisse, s'il ne l'a déjà fait, une législation limitant, conformément à cette déclaration incluse dans les Traités de Paix, les heures de travail pour les personnes employées dans la navigation intérieure; que cette législation prévoie telles dispositions spéciales qui pourraient être rendues nécessaires par les conditions exceptionnelles, soit climatiques soit industrielles, afférentes à la navigation intérieure de chaque pays; et qu'elle soit établie après consultation des organisations patronales et des organisations ouvrières intéressées.

II.

Que les Membres de l'Organisation Internationale du Travail dont les territoires sont riverains de cours d'eau qui sont utilisés en commun par leurs bateaux, concluent entre eux des accords en vue de limiter, conformément à la déclaration précitée, les heures de travail des personnes employées dans la navigation intérieure sur les eaux dont il est question ci-dessus, après consultation des organisations patronales et des organisations ouvrières intéressées.

III.

Que de telles législations nationales et de tels accords entre pays riverains s'inspirent autant que possible des principes généraux du Projet de Convention concernant les heures de travail adopté par la Conférence Internationale du Travail à Washington, tout en tenant compte des conditions, climatiques ou autres, spéciales aux différents pays intéressés.

of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

In view of the declaration in the Treaties of Peace that all industrial communities should endeavour to adopt, so far as their special circumstances will permit, "an eight hours' days or a forty-eight hours' week as the standard to be aimed at where it has not already been attained," the International Labour Conference recommends :

I.

That each Member of the International Labour Organisation should, if it has not already done so, enact legislation limiting in the direction of the above declaration in the Treaties of Peace the hours of work of workers employed in inland navigation, with such special provisions as may be necessary to meet the climatic and industrial conditions peculiar to inland navigation in each country, and after consultation with the organisations of employers and the organisations of workers concerned.

II.

That those Members of the International Labour Organisation whose territories are riparian to waterways which are used in common by their boats should enter into agreements for limiting in the direction of the aforesaid declaration, the hours of work of persons employed in inland navigation on such waterways, after consultation with the organisations of employers and the organisations of workers concerned.

III.

That such national legislation and such agreements between riparian countries should follow as far as possible the general lines of the Draft Convention concerning hours of work adopted by the International Labour Conference at Washington, with such exceptions as may be necessary for meeting the climatic or other special conditions of the countries concerned.

IV.

Que, pour l'application de cette Recommandation, chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail établisse, en ce qui le concerne, après consultation des organisations patronales et des organisations ouvrières intéressées, la distinction entre la navigation intérieure et la navigation maritime, et communique ses décisions à ce sujet au Bureau International du Travail.

V.

Que, chaque Membre de l'Organisation Internationale du Travail adresse au Bureau International du Travail, dans un délai de deux ans après la clôture de la Conférence de Gênes, un rapport sur les mesures prises en exécution de la présente Recommandation.

IV.

That, in the application of this Recommendation, each Member of the International Labour Organisation should determine for itself, after consultation with the organisations of employers and the organisations of workers concerned, what is inland navigation as distinguished from maritime navigation, and should communicate its determination to the International Labour Office.

V.

That each Member of the International Labour Organisation should report to the International Labour Office, within two years after the adjournment of the Genoa Conference, the progress which it has made in the direction of this Recommendation.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

RECOMMANDATION CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE STATUTS NATIONAUX DES MARINS.

RECOMMENDATION CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF NATIONAL SEAMEN'S CODES.

La Conférence Général de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 juin 1920,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l' " Examen de la possibilité d'établir un statut international des marins," question formant le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'une recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office, on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to a " Consideration of the possibility of drawing up an International Seamen's Code," which is the fourth item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organisation for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain

Saint Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

La Conférence Internationale du Travail considérant que, par une codification claire et systématique des lois nationales de chaque pays, les marins du monde entier, qu'ils soient employés à bord de navires appartenant à leur propre pays ou à un pays étranger, pourront mieux connaître leurs droits et leurs devoirs, et considérant que cette codification avancera et facilitera l'établissement d'un Statut International des Marins, recommande à chacun des Membres de l'Organisation Internationale du Travail de procéder à l'incorporation, dans un statut des marins, de toutes ses lois et réglementations relatives aux marins considérés comme tels.

of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

In order that, as a result of the clear and systematic codification of the national law in each country, the seamen of the world, whether engaged on ships of their own or foreign countries, may have a better comprehension of their rights and obligations, and in order that the task of establishing an International Seamen's Code may be advanced and facilitated, the International Labour Conference recommends that each Member of the International Labour Organisation undertake the embodiment in a seamen's code of all its laws and regulations relating to seamen in their activities as such.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

PROJET DE CONVENTION FIXANT L'ÂGE MINIMUM D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME.

DRAFT CONVENTION FIXING THE MINIMUM AGE FOR ADMISSION OF CHILDREN TO EMPLOYMENT AT SEA.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 juin 1920.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux " Conditions d'application aux marins de la Convention faite à Washington en novembre dernier à l'effet d'interdire l'admission au travail des enfants âgés de moins de 14 ans," question formant le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office, on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the " Application to seamen of the Convention adopted at Washington last November prohibiting the employment of children under 14 years of age," which is the third item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organisation, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of

du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, le terme " navire " doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

ARTICLE 2.

Les enfants de moins de quatorze ans ne peuvent être employés au travail à bord des navires, autres que ceux sur lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'Article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants sur les *bateaux-écoles*, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

ARTICLE 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente Convention, tout capitaine ou patron devra tenir un registre d'inscription ou un rôle d'équipage mentionnant toutes les personnes de moins de seize ans employées à bord, avec l'indication de la date de leur naissance.

ARTICLE 5.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term " vessel " includes all ships and boats, of any nature whatsoever, engaged in maritime navigation whether publicly or privately owned; it excludes ships of war.

ARTICLE 2.

Children under the age of fourteen years shall not be employed or work on vessels, other than vessels upon which only members of the same family are employed.

ARTICLE 3.

The provisions of Article 2 shall not apply to work done by children on schoolships or training ships, provided that such work is approved and supervised by public authority.

ARTICLE 4.

In order to facilitate the enforcement of the provisions of this Convention, every shipmaster shall be required to keep a register of all persons under the age of sixteen years employed on board his vessel, or a list of them in the articles of agreement, and of the dates of their births.

ARTICLE 5.

Each Member of the International Labour Organisation which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing.

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect to each of its colonies, protectorates, and possessions which are not fully self-governing.

ARTICLE 6.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 7.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 9.

Sous réserve des dispositions de l'article 8, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 10.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 11.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Général un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre

ARTICLE 6.

The formal ratifications of this Convention under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920, shall be communicated to the Secretary-General of the League of Nations for registration.

ARTICLE 7.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organisation have been registered with the Secretariat, the Secretary-General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organisation.

ARTICLE 8.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary-General of the League of Nations, but it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

ARTICLE 9.

Subject to the provisions of Article 8, each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

ARTICLE 10.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary-General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

ARTICLE 11.

At least once in ten years the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of

du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

the Conference the question of its revision or modification.

ARTICLE 12.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

ARTICLE 12.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

RECOMMANDATION CONCERNANT L'ASSURANCE DES MARINS CONTRE LE CHÔMAGE.

RECOMMENDATION CONCERNING UNEMPLOYMENT INSURANCE FOR SEAMEN.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société de Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 juin 1920,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au "Contrôle des conditions d'engagement des marins; placement; conditions d'application aux marins de la Convention et des Recommandations faites à Washington au mois de novembre dernier au sujet du chômage et de l'assurance contre le chômage," question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme de recommandation,

adopte la Recommandation ci-après, qui sera soumise à l'examen des Membres de l'Organisation Internationale du Travail en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de St. Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

La Conférence Générale, dans le but d'assurer aux marins l'application de la III^{ème} partie de la Recommandation relative au chômage adoptée à Washington le 28 novembre 1919, recommande que chaque Membre de l'Organisation Inter-

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office, on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "Supervision of articles of agreement. Provision of facilities for finding employment for seamen. Application to seamen of the Convention and Recommendations adopted at Washington in November last in regard to unemployment and unemployment insurance," which is the second item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a recommendation,

adopts the following Recommendation, to be submitted to the Members of the International Labour Organisation for consideration with a view to effect being given to it by national legislation or otherwise, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain, of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

The General Conference, with a view to securing the application to seamen of Part III of the Recommendation concerning Unemployment adopted at Washington on 28 November, 1919, recommends that each Member of the Inter-

nationale du Travail organise pour les marins un système effectif d'assurance contre le chômage résultant de naufrage ou de toute autre cause, soit au moyen d'un régime d'assurance gouvernementale, soit au moyen de subventions accordées par le Gouvernement aux organisations professionnelles dont les statuts prévoient en faveur de leurs membres le paiement d'indemnités de chômage.

national Labour Organisation should establish for seamen an effective system of insurance against unemployment arising out of ship-wreck or any other cause, either by means of Government insurance or by means of Government subventions to industrial organisations whose rules provide for the payment of benefits to their unemployed members.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LEAGUE OF NATIONS.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

PROJECT DE CONVENTION CONCERNANT
L'INDEMNITÉ DE CHÔMAGE EN CAS DE
PERTE PAR NAUFRAGE.

DRAFT CONVENTION CONCERNING UNEM-
PLOYMENT INDEMNITY IN CASE OF LOSS
OR FOUNDERING OF THE SHIP.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 juin 1920.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au "Contrôle des conditions d'engagement des marins; placement; conditions d'application aux marins de la Convention et des Recommandations faites à Washington au mois de novembre dernier au sujet du chômage et de l'assurance contre le chômage," question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 Septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, le terme "marins" est applic-

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office, on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "Supervision of articles of agreement. Provision of facilities for finding employment for seamen. Application to seamen of the Convention and Recommendations adopted at Washington in November last in regard to unemployment and unemployment insurance," which is the second item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organisation, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention, the term "seamen" includes all persons em-

able à toutes les personnes employées à bord de tout navire effectuant une navigation maritime.

Pour l'application de la présente Convention, le terme " navire " doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

ARTICLE 2.

En cas de perte par naufrage d'un navire quelconque, l'armateur, ou la personne avec laquelle le marin a passé un contrat pour servir à bord du navire, devra payer à chacun des marins employés sur ce navire une indemnité pour faire face au chômage résultant de la perte par naufrage du navire.

Cette indemnité sera payée pour tous les jours de la période effective de chômage du marin au taux du salaire payable en vertu du contrat, mais le montant total de l'indemnité payable à chaque marin en vertu de la présente Convention pourra être limité à deux mois de salaire.

ARTICLE 3.

Ces indemnités jouiront des mêmes privilèges que les arrérages de salaires gagnés pendant le service et les marins pourront avoir recours pour les recouvrer aux mêmes procédés que pour ces arrérages.

ARTICLE 4.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 5.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du

ployed on any vessel engaged in maritime navigation.

For the purpose of this Convention, the term " vessel " includes all ships and boats, of any nature whatsoever, engaged in maritime navigation, whether publicly or privately owned; it excludes ships of war.

ARTICLE 2.

In every case of loss or foundering of any vessel, the owner or person with whom the seaman has contracted for service on board the vessel shall pay to each seamen employed thereon an indemnity against unemployment resulting from such loss or foundering.

This indemnity shall be paid for the days during which the seaman remains in fact unemployed at the same rate as the wages payable under the contract, but the total indemnity payable under this Convention to any one seaman may be limited to two months' wages.

ARTICLE 3.

Seamen shall have the same remedies for recovering such indemnities as they have for recovering arrears of wages earned during the service.

ARTICLE 4.

Each Member of the International Labour Organisation which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing :

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable; or

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

ARTICLE 5.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty

Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 6.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 7.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre, à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 7, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 9.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 10.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 11.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920, shall be communicated to the Secretary-General of the League of Nations for registration.

ARTICLE 6.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organisation have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organisation.

ARTICLE 7.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, and it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

ARTICLE 8.

Subject to the provisions of Article 7, each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

ARTICLE 9.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of five years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

ARTICLE 10.

At least once in ten years, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

ARTICLE 11.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE.

PROJET DE CONVENTION CONCERNANT LE
PLACEMENT DES MARINS.

DRAFT CONVENTION FOR ESTABLISHING
FACILITIES FOR FINDING EMPLOYMENT
FOR SEAMEN.

La Conférence Général de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Gênes par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, le 15 juin 1920,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au "Côntrôle des conditions d'engagement des marins; placement; conditions d'application aux marins de la Convention et des Recommandations faites à Washington au mois de novembre dernier au sujet du chômage, et de l'assurance contre le chômage," question formant le deuxième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Gênes, et

Après avoir décidé que ces propositions seraient rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie relative au Travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920 :

ARTICLE 1.

Pour l'application de la présente Convention, le terme "marins" comprend toutes les personnes employées comme membres de l'équipage à bord de navires effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des officiers.

ARTICLE 2.

Le placement des marins ne peut faire l'objet d'un commerce exercé dans un but lucratif par aucune personne, société ou établissement. Aucune opération de placement ne peut donner lieu de la part des marins d'aucun navire au payement d'une rémunération quelconque, directe ou indirecte, à une personne, société ou établissement.

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations,

Having been convened at Genoa by the Governing Body of the International Labour Office, on the 15th day of June, 1920, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the "Supervision of Articles of agreement. Provision of facilities for finding employment for seamen. Application to seamen of the Convention and Recommendations adopted at Washington in November last in regard to unemployment and unemployment insurance," which is the second item in the agenda for the Genoa meeting of the Conference, and

Having determined that these proposals shall take the form of a draft international convention,

adopts the following Draft Convention for ratification by the Members of the International Labour Organisation, in accordance with the Labour Part of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920 :

ARTICLE 1.

For the purpose of this Convention the term "seamen" includes all persons, except officers, employed as members of the crew on vessels engaged in maritime navigation.

ARTICLE 2.

The business of finding employment for seamen shall not be carried on by any person, company or other agency, as a commercial enterprise for pecuniary gain; nor shall any fees be charged directly or indirectly by any person, company or other agency, for finding employment for seamen on any ship.

Dans chaque pays la loi comportera des sanctions pénales pour toute violation des dispositions du présent article.

The law of each country shall provide punishment for any violation of the provisions of this Article.

ARTICLE 3.

Par dérogation aux dispositions de l'article 2, toute personne, société ou établissement exerçant actuellement dans un but lucratif le commerce du placement peut être admis temporairement, par autorisation du Gouvernement à continuer ce commerce, à condition que ses opérations soient soumises à un contrôle du Gouvernement sauve-gardant les droits de toutes les parties intéressées.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour abolir le plus rapidement possible le commerce du placement des marins exercé dans un but lucratif.

ARTICLE 4.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention devra veiller à ce qu'il soit organisé et entretenu un système, efficace et répondant aux besoins, d'offices gratuits de placement pour les marins. Ce système pourra être organisé et maintenu :

(1) soit par des associations représentatives des armateurs et des marins agissant en commun sous le contrôle d'une autorité centrale;

(2) soit, en l'absence d'une action combinée de cette nature, par l'Etat lui-même.

Les opérations de ces offices de placement seront conduites par des personnes possédant une expérience maritime pratique.

Lorsqu'il coexiste des offices de placement de types divers, des mesures doivent être prises pour coordonner leur action sur une base nationale.

ARTICLE 5.

Il sera constitué des comités composés d'un nombre égal de représentants des armateurs et des marins, qui seront consultés pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces offices.

Pour le reste, il appartiendra au Gouvernement de chaque pays de préciser les pouvoirs de ces comités, en ce qui concerne notamment le choix de leur président en dehors de leurs membres, leur assujettissement au contrôle de l'Etat et la faculté de recevoir l'assistance de personnes s'intéressant au bien-être des marins.

ARTICLE 3.

Notwithstanding the provisions of Article 2, any person, company or agency, which has been carrying on the work of finding employment for seamen as a commercial enterprise for pecuniary gain, may be permitted to continue temporarily under Government licence, provided that such work is carried on under Government inspection and supervision, so as to safeguard the rights of all concerned.

Each Member which ratifies this Convention agrees to take all practicable measures to abolish the practice of finding employment for seamen as a commercial enterprise for pecuniary gain as soon as possible.

ARTICLE 4.

Each Member which ratifies this Convention agrees that there shall be organised and maintained an efficient and adequate system of public employment offices for finding employment for seamen without charge. Such system may be organised and maintained, either :

(1) by representative associations of shipowners and seamen jointly under the control of a central authority, or,

(2) in the absence of such joint action, by the State itself.

The work of all such employment offices shall be administered by persons having practical maritime experience.

Where such employment offices of different types exist, steps shall be taken to co-ordinate them on a national basis.

ARTICLE 5.

Committees consisting of an equal number of representatives of shipowners and seamen shall be constituted to advise on matters concerning the carrying on of these offices; the Government in each country may make provision for further defining the powers of these committees, particularly with reference to the committees' selection of their chairmen from outside their own membership, to the degree of State supervision, and to the assistance which such committees shall have from persons interested in the welfare of seamen.

ARTICLE 6.

Au cours des opérations de placement, le marin doit conserver le droit de choisir son navire et l'armateur le droit de choisir son équipage.

ARTICLE 7.

Le contrat d'engagement des marins doit contenir toutes les garanties nécessaires pour la protection de toutes les parties intéressées, et il sera donné aux marins toutes facilités pour examiner ce contrat avant et après signature.

ARTICLE 8.

Chaque Membre ratifiant la présente Convention prendra des mesures pour que les facilités pour le placement des marins prévues par la présente Convention soient, au besoin en recourant à des offices publics, à la disposition des marins de tous les pays ratifiant la présente Convention, sous la réserve que les conditions du travail soient approximativement les mêmes.

ARTICLE 9.

Il appartiendra à chaque pays de décider s'il adoptera ou non des dispositions analogues à celles de la présente Convention en ce qui concerne les officiers de pont et les officiers mécaniciens.

ARTICLE 10.

Tout Membre qui ratifiera la présente Convention devra communiquer au Bureau International du Travail toutes les informations, statistiques ou autres, dont il pourra disposer, en ce qui concerne le chômage des marins et le fonctionnement de ses établissements de placement pour les marins.

Il appartiendra au Bureau International du Travail d'assurer, d'accord avec les Gouvernements et les organisations intéressées dans chaque pays, la co-ordination des divers systèmes nationaux de placement des marins.

ARTICLE 11.

Tout Membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

(a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

ARTICLE 6.

In connection with the employment of seamen, freedom of choice of ship shall be assured to seamen and freedom of choice of crew shall be assured to shipowners.

ARTICLE 7.

The necessary guarantees for protecting all parties concerned shall be included in the contract of engagement or articles of agreement, and proper facilities shall be assured to seamen for examining such contract or articles before and after signing.

ARTICLE 8.

Each Member which ratifies this Convention will take steps to see that the facilities for employment of seamen provided for in this Convention shall, if necessary by means of public offices, be available for the seamen of all countries which ratify this Convention, and where the industrial conditions are generally the same.

ARTICLE 9.

Each country shall decide for itself whether provisions similar to those in this Convention shall be put in force for deck-officers and engineer-officers.

ARTICLE 10.

Each Member which ratifies this Convention shall communicate to the International Labour Office all available information, statistical or otherwise, concerning unemployment among seamen and concerning the work of its seamen's employment agencies.

The International Labour Office shall take steps to secure the co-ordination of the various national agencies for finding employment for seamen, in agreement with the Governments or organisations concerned in each country.

ARTICLE 11.

Each Member of the International Labour Organisation which ratifies this Convention engages to apply it to its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

(a) Except where owing to the local conditions its provisions are inapplicable; or

(b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque Membre devra notifier au Bureau International du Travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 12.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, du Traité de St.-Germain du 10 septembre 1919, du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, et du Traité du Grand Trianon du 4 juin 1920, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 13.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous Membres de l'Organisation Internationale du Travail.

ARTICLE 14.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire Général de la Société des Nations; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre Membre à la date où la ratification de ce Membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 15.

Sous réserve des dispositions de l'Article 14, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 16.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire Général de la Société des

(b) Subject to such modifications as may be necessary to adapt its provisions to local conditions.

Each Member shall notify to the International Labour Office the action taken in respect of each of its colonies, protectorates and possessions which are not fully self-governing.

ARTICLE 12.

The formal ratifications of this Convention, under the conditions set forth in Part XIII of the Treaty of Versailles of 28 June, 1919, of the Treaty of St. Germain of 10 September, 1919, of the Treaty of Neuilly of 27 November, 1919, and of the Treaty of the Grand Trianon of 4 June, 1920, shall be communicated to the Secretary General of the League of Nations for registration.

ARTICLE 13.

As soon as the ratifications of two Members of the International Labour Organisation have been registered with the Secretariat, the Secretary General of the League of Nations shall so notify all the Members of the International Labour Organisations.

ARTICLE 14.

This Convention shall come into force at the date on which such notification is issued by the Secretary General of the League of Nations, and it shall then be binding only upon those Members which have registered their ratifications with the Secretariat. Thereafter this Convention will come into force for any other Member at the date on which its ratification is registered with the Secretariat.

ARTICLE 15.

Subject to the provisions of Article 14, each Member which ratifies this Convention agrees to bring its provisions into operation not later than 1 July, 1922, and to take such action as may be necessary to make these provisions effective.

ARTICLE 16.

A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of five years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Secretary General of the League of Nations for

Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 17.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence Générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 18.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered with the Secretariat.

ARTICLE 17.

At least once in ten years, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention, and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision or modification.

ARTICLE 18.

The French and English texts of this Convention shall both be authentic.